

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 209/05

AMR 45/003/2005 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / MENACES DE MORT

PARAGUAY **Juana Antonia Barua (f), religieuse**
Clara Nimia Insaurralde (f), religieuse
José Bordón (h), responsable communautaire

Londres, le 11 août 2005

Les 4 et 5 août, deux religieuses et un responsable communautaire de Naranjito, dans le district General Resquín (département de San Pedro, nord du Paraguay), ont reçu des menaces de mort anonymes apparemment liées à leur travail en faveur de communautés d'agriculteurs. Amnesty International craint pour leur sécurité, car José Bordón a déjà été menacé en raison de ses activités en faveur d'une réforme agraire.

Juana Antonia Barua et Clara Nimia Insaurralde, deux religieuses appartenant à la *Congregación de Nuestra Señora de la Inmaculada Concepción* (Congrégation Notre Dame de l'Immaculée Conception), et José Bordón, secrétaire général de la *Coordinadora de la Lucha por la Reforma Agraria del Departamento de San Pedro* (Coordination pour la réforme agraire dans le département de San Pedro) et coordonnateur du *Frente Distrital de General Resquín* (Front du district General Resquín) ont reçu chez eux des enveloppes contenant des lettres de menaces de mort et des cartouches de fusil de chasse.

Les lettres étaient rédigées en jopará, un mélange d'espagnol et de guarani. Celle adressée aux religieuses contenait les propos suivants : « *Voilà ce qui vous attend si vous n'avez pas quitté les lieux d'ici fin août. Cessez de soutenir le Front.* ». La lettre reçue par José Bordón disait : « *Laisse tomber, le vieux, arrête de travailler pour les sans terre et pour ceux du Front, sinon voilà ce qui t'attend* ».

Il semble que ces personnes aient été menacées en raison de leurs activités militantes en faveur des droits des paysans et des cultures alternatives, ainsi que de l'inquiétude qu'elles ont exprimée face à l'usage excessif de pesticides par des propriétaires terriens. Les enveloppes ont été envoyées au moment même où avait lieu un atelier consacré au système judiciaire. Destiné à des responsables communautaires, il avait été organisé à l'initiative d'organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits humains et du Front du district General Resquín.

Les menaces de mort ont été signalées au poste de police n°26 de Naranjito, à la Commission des droits de l'homme du Sénat, ainsi qu'au ministère public. Une demande de protection policière a également été déposée, mais, à la connaissance d'Amnesty International, les autorités n'ont pas pris la moindre mesure en vue de garantir que Juana Antonia Barua, Clara Nimia Insaurralde et José Bordón pourront poursuivre leurs activités légitimes sans craindre d'être menacés ou tués.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon les informations reçues par Amnesty International, des membres d'organisations d'agriculteurs et de groupes indigènes ont été agressés, menacés de mort, harcelés et tués par des civils armés obéissant aux ordres de propriétaires terriens ou de sociétés privées, dans le contexte de conflits fonciers et sociaux.

Le Front du district General Resquín a été créé en 2003 en réponse aux préoccupations sanitaires suscitées par l'usage excessif de pesticides par les propriétaires terriens, la population locale ayant souffert des répercussions.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par la sécurité de Juana Antonia Barua, Clara Nimia Insaurralde et José Bordón, qui vivent à Naranjito, dans le district General Resquín (département de San Pedro) ;

– déclarez-vous inquiet quant aux menaces de mort que ces personnes ont reçues, qui semblent liées à leur travail en faveur de communautés d'agriculteurs ;

– exhortez les autorités à veiller à leur sécurité, conformément aux souhaits de ces personnes ;

– demandez qu'une enquête exhaustive et impartiale soit conduite sur ces menaces, que les résultats de ces investigations soient rendus publics et que les responsables présumés soient traduits en justice.

APPELS À :

Président :

Sr. Nicanor Duarte Frutos
Presidencia de la República
Palacio de Gobierno
El Paraguayo Independiente entre
Ayolas y O' Leary
CP 1220, Asunción, Paraguay

Fax : +595 21 414 0204 (si quelqu'un répond, veuillez dire :
« *Tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Excmo Sr Presidente, /* Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Rogelio Raimundo Benitez Vargas
Ministerio del Interior
Chile esq. Manduvira
Asunción
Paraguay

Fax : +595 21 450 027 (si quelqu'un répond, veuillez dire :
« *Tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Ministro, /* Monsieur le Ministre,

Ministre des Affaires étrangères :

Sra. Leila Rachid de Cowles
Ministerio de Relaciones Exteriores
Palma y 14 de mayo
Asunción
Paraguay

Fax : +595 21 490 676 (si quelqu'un répond, veuillez dire :
« *Tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Señora Ministra, /* Madame la Ministre,

Ministre de la Justice :

Ruben Candia Amarilla
Ministerio de Justicia y Trabajo
Gaspar Rodríguez de Francia
y Estados Unidos
Asunción, Paraguay

Fax : +595 21 208 469 (si quelqu'un répond, veuillez dire :
« *Tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Ministro, /* Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Instituto de Estudios Comparados en Ciencias Penales y Sociales (INECIP)

25 de Mayo 972 c/Estados Unidos
Asunción - Paraguay

Courriers électroniques : inecip@inecip.org.py

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Paraguay dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 22 SEPTEMBRE 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*